



Bobigny le 31 janvier 2011

A.S.E. - Services Sociaux

Assemblée Générale le 10 mars 2011

de 12h30 à 14h30

Immeuble Diderot (à côté de la poste) salle du rez de chaussée

Compte rendu de la mobilisation du 27 janvier

Les collègues de l'ASE et du SSD se sont retrouvés environ 350, sur le parvis de la Préfecture: c'est un bon début !

Le rassemblement s'est poursuivi par une petite manif dans les bâtiments des services départementaux (Picasso et colombe). Cette mobilisation a permis qu'une délégation soit reçue par l'exécutif départemental représenté par le Vice Président (VP) ASE Pascal POPELIN et le Président du CTP Frédéric MOLOSSI sur les questions d'organisations et de moyens (et les responsables de la DG messieurs Yvin et Champion)

Les collègues de la délégation constatent le désaccord de fond sur l'adéquation entre les moyens et la charge de travail : l'employeur considère pour le service social que le nombre de postes a suivi l'évolution du nombre des usagers ; pour l'ASE que les engagements pris en 2009 ont été respectés.

La rencontre a été marquée par des prises de positions politiques importantes mais qui ne répondent pas directement aux préoccupations au quotidien des services. Ces échanges ont été plus longs que l'approche concrète dont nous pouvons avoir besoin.

Le VP se justifie par les efforts qui seraient plus importants pour l'ASE et le SSD que pour les autres directions et services de l'administration départementale. Par ailleurs, face au désengagement de l'Etat, le VP explique que l'exécutif ne désarme pas en multipliant les interventions (Etat, CAF, CPAM...dont nous n'avons pas eu connaissance)

Quoiqu'il en soit il annonce : « pas de recrutements en 2011, c'est pas possible » ; maintien de l'effectif et des enveloppes pour les renforts ; sur les statistiques et l'informatique mise en place d'un groupe de travail rapidement, les autorisations CNIL seront fournies, tout ayant été fait légalement selon le DG.

Les représentants des collègues ont fait valoir la réalité, ils ne peuvent se satisfaire du discours sur les difficultés budgétaires c'est le rôle des élus de faire les choix : ils savent le faire pour changer de logo, ou plus important, pour décider d'un plan exceptionnel d'investissement dans les collèges.

Doit-on encore accepter :

- que des usagers attendent deux mois pour un rendez-vous en SSD ?
- que des enfants confiés à l'ASE soient « casés » à l'hôtel par manque de lieu d'accueil suffisant ?
- qu'il y ait un manque de réponse à apporter aux usagers ?

Tout ceci conduit à des conditions de travail inacceptables (prise en charge le soir, la nuit..., pressions fortes...) Par ailleurs nous n'avons aucune réponse sur la « réanimation » du CLICOSS, quid de l'interpellation du Préfet sur la loi de réquisition en matière de logement ?

Le VP reconnaît que l'exécutif aurait déjà dû réagir au vu du préavis de grève et il regrette ce manque de dialogue.

Il mesure finalement un écart entre la réalité des besoins et les moyens existants, la proposition qu'il nous fait (une négociation permanente), sans moyens supplémentaires, s'appuie sur l'optimisation des moyens, l'amélioration du contenu du travail, le rapprochement des 3 circonscriptions (SSD, ASE, PMI) et la concrétisation des projets de service : tout ceci autrement qu'avec les méthodes habituelles de concertation entre les directions de service et les salariés, cette fois-ci avec un pilotage des élus dans un suivi concret de réunions régulières.

La première réunion qui sera présidée par Monsieur MOLOSSI, aura pour objet de mettre en place la méthode.